



Pour tous, sans privilèges !

Discours de Christian Levrat, conseiller national (FR), président du PS Suisse

Seules les paroles prononcées font foi.

Pour l'un, « les Suisses votent UDC ». Pour le deuxième, « les Suisse heureux votent PDC ». Le troisième mène sa campagne vaudoise sous le slogan « Contre la mendicité, par amour de la Suisse ».

Le cartel des droites a visiblement choisi un publicitaire unique. Comme pour l'essentiel ils mènent la même politique, qu'ils sont les obligés des mêmes lobbies, ça n'est pas autrement étonnant. Et ce publicitaire se lance dans un concours de « Swissness discount ». Il semble vendre les slogans au kilo. Il a au moins trouvé trois gogos (l'UDC, le PDC et le PRD) prêts à investir pour appâter l'électeur. Comme les fabricants d'aliments pour animaux misent sur « les chats achèteraient Whiskas », nos adversaires politiques proclament « La Suisse lave plus blanc ». Ça sonne bien, ça s'insère parfaitement entre les pubs de Denner et celles de la Migros. C'est beau comme la publicité.

Ca pourrait nous amuser, nous distraire un instant. Mais c'est indigne du débat politique. Ce n'est pas que du marketing un peu niais. Derrière ces slogans réducteurs se cache la volonté de s'approprier le pays. Nos adversaires ont décidé, d'un commun élan, de dresser les Suisses les uns contre les autres, de trier les bons (à droite) des mauvais (à gauche). D'exclure les malheureux, les homosexuels, les étrangers, les invalides, en un mot tout ceux qui trouvent le moule unique un peu étroit pour leur horizon de vie. De dresser nos compatriotes les uns contre les autres.

Cette OPA sur la Suisse est inadmissible et grossière.

C'est l'engagement des forces progressistes qui a mené en 1848 à la création des libertés politiques. Ce sont les syndicats et la gauche politique qui ont conduit la grève générale de 1918, et qui ont conquis les conventions collectives de travail, la proportionnelle, l'AVS. Les piliers de notre système d'assurances sociales s'appellent Hans-Peter Tschudi, Willy Ritschard, Ruth Dreifuss. C'est l'engagement du PS durant près d'un siècle qui a conduit au droit de vote des femmes. C'est notre conviction qu'un développement économique plus respectueux de nos ressources naturelles était possible, qui a donné naissance au mouvement écologiste. Et c'est encore cette politique qui permettra demain à la Suisse de miser sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique plutôt que sur l'atome. Notre combat est depuis toujours un combat pour la liberté. La liberté de tous. Pas celle de quelques privilégiés assis dans des tours de verre.

Nous ne laisserons pas notre pays devenir le jouet des conservateurs de l'UDC et de ses suiveurs radicaux et démocrates-chrétiens. Nous avons contribué à construire la Suisse moderne, au prix d'immenses sacrifices. Nous nous opposerons à ceux qui ne voient de salut que dans l'isolement, de prospérité que dans l'exploitation économique d'autres peuples. Nous nous opposerons à ceux qui durant cette législature ont systématiquement plié face aux lobbies. A ceux qui ont préféré l'UBS à l'économie réelle, à ceux qui ont soutenu le nucléaire contre les renouvelables, à ceux qui ont donné la priorité aux bénéficiaires des assureurs vie plutôt qu'aux retraités.

Notre vision est différente. Nous voulons une Suisse moderne, ouverte au monde, sûre d'elle-même, consciente que son bien-être dépend de sa cohésion sociale. Le PS est le parti de l'intérêt général. C'est l'avocat de ces milliers de Suisses et Suissesses qui ne siègent ni dans les conseils d'administration des grandes banques, ni dans ceux des assureurs maladie, ni encore dans les cercles dirigeants des grands groupes électriques.

C'est le parti des salariés, des consommateurs, des locataires. De celles et ceux qui font la Suisse, jour après jour. Qui ne demandent pas de privilèges, mais simplement la justice. Qui ne veulent pas être assistés, mais aspirent à l'égalité des chances. De ceux et celles qui considèrent que nous devons remettre en marche l'ascenseur social. Qu'il est de notre responsabilité d'offrir à nos enfants l'espoir d'une vie meilleure, d'un cadre de vie préservé, d'une plus juste répartition des richesses.

Les élections de l'automne seront plus qu'une note de bas de page de l'histoire politique suisse. Elles détermineront un choix de société : voulons-nous poursuivre une politique dans le seul intérêt d'une minorité qui ne cesse de s'enrichir au détriment de tous les autres ou voulons-nous nous consacrer au bien-être de l'ensemble de la population ? Voulons-nous d'une Suisse solidaire, ouverte au monde, confiante, moderne, entreprenante ? Ou allons-nous tolérer qu'on nous impose cette Suisse frileuse, craintive, égoïste que nous concoctent les officines nationalistes ?

La Suisse peut et doit mieux faire. Elle peut être plus juste, plus novatrice et progressiste. Nous voulons ainsi éviter de résoudre les problèmes d'aujourd'hui avec les solutions du passé. Nous voulons une Suisse solidaire et plus équitable. Nous voulons une société où chacune et chacun puisse librement s'épanouir et qui dispose d'une sécurité sociale susceptible d'épauler celles et ceux qui ont momentanément besoin d'aide. Personne n'est à l'abri d'un coup du sort et, comme le stipule notre Constitution fédérale: «la force du peuple se mesure à l'aune du bien-être des plus faibles».

Aujourd'hui comme hier, la politique doit être en mesure de convaincre que l'avenir est riche d'opportunités. Pour tout le monde et non seulement pour une poignée de privilégié-e-s. Trop de lobbies ou d'intérêts sectoriels la définissent à l'heure actuelle. Cela doit changer au bénéfice d'une majorité de la population.

Le PS s'engage. Pour tous. Sans privilèges. Für alle statt für wenige.

Camarades,

Nous avons mené lors de notre dernier congrès un débat passionné sur le programme du Parti socialiste. Ce programme, adopté largement lors du vote final, a suscité de nombreuses polémiques, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti. Au travail bâclé de certains médias s'est ajoutée l'hostilité à peine voilée d'une grande partie de la presse bourgeoise. Mais de nos rangs également se sont élevées certaines critiques. Une cinquantaine de sections souhaitent rouvrir cette discussion. On nous a fait des propositions alternatives pour ce programme, et beaucoup parmi nous brûlent de poursuivre cet échange.

Laissez-moi vous le dire en toute clarté : je comprends que certains souhaitent poursuivre les débats. Nous le ferons si nécessaire, vous en déciderez lors du prochain Congrès ordinaire, en automne 2012. Mais il y a un temps pour tout en politique. Il y a un temps pour les débats internes. Et un temps pour affronter nos adversaires. Un temps pour mener des réflexions à

long terme, et un temps pour débattre - projet contre projet - avec une droite plus préoccupée de défendre des intérêts particuliers que l'intérêt général.

Confronté à une tentative d'OPA sur la Suisse d'une arrogance sans précédent, nous devons mener une campagne politique concrète, proche des soucis de la population, aussi ferme qu'offensive. Nous devons plus présents, plus efficaces, plus déterminés que nous ne l'avons jamais été. Et y consacrer l'entier de notre énergie, la totalité de nos arguments, l'exclusivité de nos petites phrases assassines. J'attends de chacun et chacune d'entre vous une campagne engagée, un débat mené de manière intelligente face à nos adversaires.

Camarades, chers ami-e-s,

Nous allons débattre d'une plateforme électorale en dix points. Elle se veut proche des gens, constructive, concrète. Elle est à l'image de notre campagne électorale : concentrée sur les questions sociales et économiques. Elle propose des solutions pragmatiques pour mieux répartir notre prospérité, pour améliorer notre qualité de vie, pour renforcer la cohésion sociale qui fait le succès de notre pays. Permettez-moi d'en mettre quelques éléments en exergue :

Il ne s'agit pas de récupérer, comme j'ai pu le lire ou l'entendre, l'affreuse tragédie qui frappe le Japon. Passée la stupeur, passées les réactions d'horreur face à la folie des éléments, passée la compassion et ce sentiment de solidarité, au-delà de la conviction que nous sommes frères en humanité, que nous sommes tous japonais, au-delà de l'émotion, nous devons tirer les leçons de la catastrophe nucléaire en cours. Sans hystérie, sans précipitation, sans récupération. Mais avec lucidité et retenue.

Depuis 1977, depuis que le Parti socialiste a décidé de soutenir l'initiative sur l'atome malgré l'opposition de Willy Ritschard, nous sommes en pointe de la lutte anti-nucléaire. Comme l'exprimait jeudi Jacqueline Fehr devant les médias : le Parti socialiste est le plus ancien mouvement antinucléaire de Suisse. C'est vrai, mais c'est insuffisant. Nous ne pouvons nous contenter d'être opposés au nucléaire, nous devons tracer des perspectives concrètes sur la manière dont notre pays doit tourner le dos à cette énergie meurtrière sans risquer la pénurie.

Le Parti socialiste est le seul parti susceptible de sortir la Suisse du nucléaire de manière fiable, sans aventurisme ni faux-semblant. Nous sommes convaincus que nous pouvons améliorer notre qualité de vie, et nous libérer progressivement de notre dépendance à l'atome et aux énergies fossiles en promouvant de manière conséquente les énergies renouvelables. Croissance économique, emploi et utilisation plus parcimonieuse des ressources de notre planète vont de pair et constituent, ensemble, la réponse aux questions du temps.

Depuis une année, depuis l'Assemblée des délégués de Berne en février 2010, nous récoltons des signatures pour notre initiative Cleantech. Nous en sommes aujourd'hui à 95'000, et redoubler d'efforts au cours des semaines à venir devrait nous permettre de la déposer rapidement.

Dire non à l'atome que veulent nous imposer quelques barons de l'électricité, c'est dire oui à un approvisionnement électrique sûr pour tous. Dire non à l'atome, c'est dire oui à 100'000 nouveaux emplois dans le domaine des cleantech. Et dire non à l'atome, c'est dire oui à des investissements dans des technologies sûres, développées en Suisse. Plutôt que d'enrichir

par milliards les autocrates d'Asie centrale et du Moyen Orient, créons de la richesse dans notre pays.

Camarades,

Les loyers ne cessent d'augmenter dans les villes et les agglomérations. Aujourd'hui déjà, le loyer constitue la première rubrique du budget des ménages helvétiques et ils ne cessent d'augmenter : ces dix dernières années, les loyers en vigueur dans les villes et les agglomérations ont augmenté de quelque 60%. Nous n'avons plus affaire à des propriétaires isolés, investissant dans la pierre car l'immobilier promettait un rendement stable à long terme. Nous assistons depuis quelques années aux opérations de fonds spéculatifs immobiliers, qui cherchent, comme dans d'autres domaines économiques, un rendement maximal en un minimum de temps. Il ne s'agit plus de dégager 5 ou 6% sur trente ans. Mais bien 15 à 20 % par année, quitte pour ce faire à vider des quartiers entiers de leurs populations d'origine, classes moyennes ou milieux populaires contraints de quitter les centres villes devenus inabordable pour s'installer en périphérie.

Cette spéculation est d'autant plus vive que les grandes agglomérations, Zürich, l'arc lémanique, Bâle, Berne, sont devenues très attractives, pourvoyeuses d'emploi, véritables poumons économiques du pays. Elles attirent Suisses et étrangers. Mais comme l'exprimait récemment un ami : quel sens cela a-t-il de chercher 10'000 informaticiens à Zürich si nous n'avons que cinquante logements disponibles ?

Nous assistons à la propagation d'une gangrène qui ronge notre filet social, qui mine la mixité sociale de nos écoles et de nos quartiers. Nous voyons sous nos yeux se développer une forme de ségrégation par le logement, un apartheid social qu'il faut combattre sans attendre.

Les sections urbaines du Parti socialiste sont engagées depuis des années dans une campagne pour des loyers abordables. Le parti cantonal zurichois, mais aussi genevois et bâlois, développent leurs propositions, lancent des initiatives pour lutter contre ce fléau. Et nous avons décidé d'en faire un thème de campagne sur le plan national.

Nous voulons encourager les communes, partout où cela est possible, à acquérir les terrains à bâtir et les friches industrielles, pour y construire des logements familiaux destinés aux classes moyennes et aux milieux populaires. Nous attendons des grands propriétaires fonciers que sont les CFF et la Poste qu'ils mettent leurs terrains à disposition des collectivités publiques. Nous exigeons des cantons qu'ils taxent fortement les plus-values engendrées par les mises en zone de terrains agricoles, de manière à décourager la spéculation. Nous voulons que dans les zones à bâtir, les investisseurs soient contraints de construire un pourcentage de logements mis sur le marché à des prix reflétant la réalité des coûts, et non les fantaisies de quelques spéculateurs. Nous voulons renforcer les droits des locataires, défendre le plus grand nombre pour éviter que la pénurie ne profite qu'à quelques-uns.

Camarades, même si nous adoptons aujourd'hui notre plateforme électorale, la campagne a commencé il y a bientôt trois mois. Nous avons lancé deux initiatives populaires, dans des alliances larges, qui reflètent bien notre volonté de faire une politique pour le plus grand nombre, de libérer la Berne fédérale du poids des lobbies. Nous récoltons des signatures pour des salaires minimaux, parce qu'il n'est pas admissible que dans une Suisse si

prospère, un salarié sur dix ne puisse pas vivre des fruits de son travail, que 400'000 personnes gagnent moins de 3500 francs par mois.

Et nous voulons une caisse-maladie publique. Parce qu'il faut mettre fin à la concurrence artificielle à laquelle se livrent les entre eux les assureurs, à la chasse aux bons risques, à la surenchère publicitaire dont elles se rendent coupables. Mais surtout, nous devons asseoir un pilote dans le cockpit de la santé. Garantir une gestion démocratique, efficace et transparente de notre système de santé. Libérer notre législation de l'influence des porteurs de valises des assureurs, donner la parole au peuple pour garantir que les réformes nécessaires puissent se faire.

Et notre campagne pour des salaires décents, pour des loyers abordables, pour une caisse maladie publique, pour des énergies renouvelables et contre l'atome, cette campagne porte des fruits. Elle n'est pas étrangère à nos récents succès, lors des élections cantonales de Zoug et du Jura, ainsi qu'à l'occasion des communales genevoises, vaudoises et fribourgeoises. Après une période difficile, le Parti socialiste a repris des couleurs.

Mes amis,

Je sais bien qu'il est indécent de parler de soi. Mais je vais faire une entorse à cette règle. Parce que je dois bien reconnaître qu'au cours de ces dernières années, les choses n'ont pas toujours été simples. Nous avons travaillé dur. Nous avons tracé ensemble un autre projet de société. Nous avons mené bataille, parfois remporté des victoires importantes, comme ce 7 mars de l'an dernier, lorsque nous avons su défendre les rentes du 2^{ème} pilier en votation populaire. Mais nous avons aussi connu des soirs d'amertume. Des soirs où nous ne comprenions pas pourquoi, malgré tout nos efforts, nous n'arrivions pas à convaincre la population de nous faire confiance.

Aujourd'hui, alors que la roue commence à tourner, alors que notre engagement pour l'intérêt général, contre les lobbies de tout acabit commence à être honoré, laissez-moi vous parler d'un exemple qui m'a nourri, soutenu les soirs de doute. Je viens d'une petite ville, d'environ 20'000 habitants: Bulle. Au cœur d'une région conservatrice, une de ces régions où l'opposition aux forces démocrates-chrétiennes a été longtemps incarnée par les radicaux. Même s'ils menaient précisément la même politique que leurs adversaires. Un de ces coin de pays où, jusqu'à récemment, il n'était pas facile d'être socialiste. Ou s'afficher à gauche, c'était courir le risque d'être ostracisé, socialement isolé.

Camarades, j'ai vu changer cette petite ville. J'ai vu se modifier les comportements, j'ai vu naître une sensibilité plus moderne, une ouverture plus marquée. Et j'ai vu progresser le Parti socialiste. Durant ces 10 dernières années, nous sommes passés de 19% en 2001 à 34 % lors des élections communales du week-end dernier. Et cette histoire s'est répétée dans nombre de villes de cette taille : à Nyon, à Morges, à Vevey, à Kreuzlingen ou Arbon, également le week-end dernier. Et c'est la réponse que nous avons apporté aux sondages qui nous prédisaient une chute électorale. Et c'est la réponse que nous apporterons aux Cassandres qui voient le Parti socialiste en difficulté dans les agglomérations ou dans les petites villes.

Nous avons eu des hauts et des bas au cours de ces dernières années. Mais nous n'avons jamais cessé de travailler. Aujourd'hui, le PS est prêt à en découdre. Il est le seul défenseur de l'intérêt général, il opposera une politique pour tous à la défense des privilèges, apanage du cartel des droites. Le Parti socialiste est en forme. Et nous attendons avec impatience les

élections de cet automne. Notre objectif est clair : nous entendons progresser en pourcents comme en sièges. Chaque parti cantonal, chaque section locale, a comme mission de renforcer la présence du PS sur le terrain, de mener une campagne de proximité engagée et, au final, d'améliorer le résultat de 2007. Partout.

Je suis convaincu qu'il ne suffira pas au cartel des droites de réclamer la Suisse pour lui à coup de grosses ficelles publicitaires. Les partis bourgeois ont passé une législature entière à défendre des privilèges : au mieux ceux de branches économiques, au pire ceux d'une seule et unique entreprise comme l'ont démontré les débats autour de l'UBS. Ils devront cet automne descendre dans l'arène politique. Alors, projet contre projet, nous démontrerons qu'il est possible de construire une Suisse plus juste et solidaire que la leur. C'est le sens des dix projets pour changer la Suisse dans les 10 prochaines années sur lesquels nous débattons aujourd'hui.

Le PS entend mener une politique pour tous. Sans privilèges. Für alle statt für wenige.